



Pourquoi le SGLCE-CGT ne participera pas à la mobilisation du 17 novembre 2018

Le samedi 17 novembre 2018, ceux que l'on nomme désormais les Gilets jaunes appellent à bloquer les routes et à manifester dans toute la France. A l'origine de cette mobilisation, qui a pris de l'ampleur par le biais des réseaux sociaux, la hausse du prix des carburants décidée par le gouvernement.

Bien sûr, cette colère est légitime, tant cette nouvelle hausse va d'abord frapper de plein fouet la vie des populations les plus pauvres et précaires, éloignées des centres urbains et des réseaux de transports en commun, et les travailleurs de nuit. Si le gouvernement brandit l'argument écologique, force est de constater qu'il ne s'agit là que d'un discours hypocrite cherchant à légitimer une énième mesure qui consiste à faire payer aux plus fragiles les politiques libérales. Car nul ne doute que cet argent ira directement financer les crédits d'impôts accordés aux entreprises...

Pourtant, si cette colère nous semble légitime, le mouvement des Gilets jaunes ne nous paraît pas incarner une réponse pertinente et cohérente.

Si ce mouvement semble parti de bonne foi de la part de simples citoyens, la récupération orchestrée par certains fait que l'on y trouve désormais des organisations d'extrême droite, à commencer par le Rassemblement national (ex-FN), qui utilisent cette colère comme un terreau pour faire germer les graines de la haine. Une présence on ne peut plus opportuniste, puisque l'extrême droite n'a pas opposé la moindre résistance aux politiques libérales de ces dernières années, qui ont détricoté les droits des travailleurs et augmenté le coût de la vie.

Autres acteurs pour le moins problématiques, l'ensemble des organisations patronales, dont le Medef, et les patrons du transport routier, très présents parmi les Gilets jaunes, pas pour augmenter les salaires de leurs chauffeurs, bien sûr, mais pour s'épargner des coûts supplémentaires. Et si les Gilets jaunes choisissent de bloquer le temps de nos loisirs le week-end et non les entreprises la semaine, ce n'est pas un hasard.

Pour le SGLCE-CGT, les intérêts des travailleurs, des privés d'emplois et des retraités ne sauraient pouvoir être correctement défendus au sein de mobilisations où les classes populaires se mêleraient aux patrons et aux fascistes. S'il est hors de question, pour nous, d'assimiler l'ensemble des Gilets jaunes à l'extrême droite et au patronat, nous ne répondrons pas pour autant, pour ces raisons, à leur appel.

Pour combattre la vie chère et en finir avec des quotidiens difficiles, sinon de misère, la CGT a des revendications claires, qu'elle porte aussi bien dans les entreprises que dans les lieux de vie : augmenter les salaires et les pensions et arrêter la casse des services publics, notamment de transport, pour relancer en la matière des dynamiques ambitieuses. Et s'il faut de nouvelles taxes pour financer une transition écologique, alors taxons les revenus du capital issus des carburants, et non les prix à la pompe. Plus globalement, c'est le projet de société capitaliste qu'il convient de remettre en cause, car c'est bien lui qui est à l'origine des maux qui nous étranglent.

Paris, le 14 novembre 2018